



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Mel : sntrs-cgt@cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°330 du 1er février 2023

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive du 13 janvier 2023

- Rapport introductif à la CE du 13 janvier 2023
- Relevé de décision et votes de la CE
du vendredi 13 janvier 2023

Rapport introductif à la CE du 13 janvier 2023

Par Yoan Labrousse

Cher.e.s camarades,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport introductif de cette première commission exécutive du SNTRS en 2023. Lorsque l'on m'a proposé de faire ce rapport introductif, j'ai dit que je n'avais pas encore compris à quoi ça servait. Quelle est l'utilité, l'objectif d'un rapport introductif. Je ne dois pas être le seul, en tout cas j'espère.

Improvisation selon les réactions de l'assemblée.

On m'a donc expliqué que l'objectif était à la fois de partager des informations d'actualités, de partager éventuellement le fruit d'une réflexion personnelle ou collective mais aussi de poser des questions ouvertes qui peuvent alimenter un débat voir des possibles prises de décisions lors de la CE.

Historiquement, il est convenu que l'on parle de l'international, ensuite le national pour progressivement aborder des questions plus spécifique à notre secteur : L'enseignement supérieur et la recherche.

J'ai envie de faire l'inverse.

Et ce n'est pas seulement par esprit de contradiction.

Ce choix permet de mieux éclairer le fait que ce que l'on vit au quotidien dans notre secteur n'est pas une chose isolée.

Avec le risque de faire des généralités à partir d'une analyse particulière, limitée dans son champ.

Mes propos sont juste un partage, fruit d'une réflexion personnelle qui demande qu'à être enrichie par vos réactions et contributions.

Et ... Je coche l'un des critères du rapport introductif : ouvrir au débat !

Les évolutions de nos conditions de travail, de nos métiers, de nos statuts s'inscrivent dans une idéologie globale : le capitalisme servi par des politiques néolibérales.

Sans refaire tout l'historique des transformations que le secteur public a subi, nous avons eu récemment la loi de transformation de la fonction publique et la LPR qui ont instauré par exemple :

- L'individualisation des primes. Cela permet d'asservir le travailleur tout en diminuant constamment la participation de l'employeur à notre modèle de sécurité sociale via les cotisations. C'est aussi un outil formidable pour accroître les possibilités de discrimination en permettant tout à fait légalement et de manière dissimulée, l'attribution des primes inférieures à certaines catégories de personnes (Genre, orientation sexuelle, handicap, origine, syndicalisme...).

- L'explosion et l'institutionnalisation des contrats précaires. Les chaires juniors combiné aux CDI de mission en est l'exemple parfait. Avec la contractualisation des subventions de recherche via des appels à projet (ANR, LABEX, IDEX et bientôt les PEPR, ...) et des structures de recherche (UMR, EPST via l'HCERES), il me semble raisonnable que l'on puisse envisager qu'à terme nous pourrions tous être remplacé par des CDI de missions ou des CDDs. Puisque nos structures, nos missions et nos financements sont définis pour des périodes limitées, il est tout à fait légitime que l'on nous remplace par des Contrats de mission. Il ne restera plus que quelques fonctionnaires titulaires potentiellement recrutés à l'issue d'une longue période contractuelle de minimum 15 ans (Thèse puis Post-Doc puis chaires junior)

- Tout cela pose un autre très gros problème : la standardisation de la recherche avec un objectif de retour sur investissement. Les moyens alloués (financiers et humains) sont de plus en plus ciblés sur des thématiques particulières avec une injonction de plus en plus forte au partenariat privé/public.

La liberté académique est attaquée. La liberté est un gage de créativité, d'innovation et de progrès social, environnemental et technologique. On assiste à une uniformisation de la recherche pour des intérêts à court terme.

Pire, les recherches jugées « non prioritaires » (ou non utiles) car ne contribuant pas aux priorités à court terme ou n'allant pas dans le sens de la pensée dominante (ex : Islamo-gauchiste, wokisme¹ ...), seront de moins en moins financées. Les futurs cadres dans la recherche publique française seront les directeurs et professeurs recrutés issus des chaires juniors qui je le rappelle sont recrutés sur des thématiques ciblées. On va probablement

assister à un retour au mandarinat tout puissant dans la recherche avec un objectif qui ne sera plus la production de connaissances mais la recherche du profit.

La privatisation ou plus probablement la financiarisation de l'enseignement supérieur et de la recherche est l'objectif ultime. Nos établissements seront progressivement transformés en agence de moyen au profit d'intérêts privés.

Au CNRS, comment à reformuler le PDG ? Mr Petit, le bien-nommé ? Non ce ne sera pas forcément des agences de moyens mais des hôtels à projet ? Ça promet.

A l'IRD, on expérimente déjà cela. De manière discrète, en cachette. On a eu par exemple l'AIIRD mais sans moyen l'agence a été supprimée. On pourra en reparler mais ça crée de nombreux problèmes et ça pose la question de notre rôle en tant qu'EPST.

J'arrête là la liste en ce qui concerne notre secteur de la recherche et je fais le lien avec d'autres politiques qui concernent tous les français.

Au niveau national, nous avons la réforme de l'assurance chômage et des retraites qui vise à diminuer les prestations. En parallèle, on n'augmente pas le SMIC mais les primes (que ce soit dans le privé et le public) afin de ne pas augmenter les cotisations sociales (part patronales). Avec les attaques contre l'assurance maladie et la diminution constante des moyens pour les hôpitaux publics. Toutes ces réformes/attaques visent à détruire le service public dans les domaines de la santé, du social et de l'éducatif pour favoriser l'émergence du privé que ce soit dans l'offre de service ou dans le domaine des assurances.

Nous avons gagné la participation de l'employeur à la mutuelle. Victoire à la saveur aigre/doux.

L'État et les entreprises participent financièrement aux mutuelles privées pour ses agents. Les prestations de la Sécu diminuent et sont compensés par des mutuelles de plus en plus chères. Ne soyons pas dupe, si nous avons obtenu cette avancée c'est que cela va dans le sens de la logique du système à savoir la privatisation la destruction de la sécu. Je ne dis pas qu'il ne faut pas participer à ces négociations mais il faut rappeler systématiquement en séance, dans nos com' dans nos discours que nous sommes pour un autre système même si on signe parfois ces accords.

Après la privatisation et l'ouverture à la concurrence de nos besoins fondamentaux comme l'énergie, nous nous retrouvons à devoir subir des logiques de spéculation financières sur ce qui est vital.

Un exemple d'actualité : Les boulangers. « Grâce » à l'ouverture à la concurrence et la « privatisation » du secteur de l'énergie, certains boulangers se retrouvent prisonnier de contrats où ils payent 10 fois plus cher le prix actuel de l'énergie.

Bravo le capitalisme ! Soit disant la concurrence allait faire baisser les prix.

Regardons les choses en face : Le système capitaliste et ses politiques néolibérales ont atteint leurs limites. Comme à l'époque pour le communisme soviétique, le système n'est plus viable.

Dans les deux cas, on a inversé la logique en passant d'un système devant répondre aux besoins des hommes vers une logique des hommes devant répondre aux besoins du système.

Le libéralisme est avant tout la liberté d'entreprendre ; le communisme est la mise en commun de ressources et de moyens. Perso je ne vois rien d'incompatible. Par exemple, dans notre système actuel, nous avons des coopératives, des formes d'organisations collectives qui travaillent aux biens communs et se n'est pas incompatible avec la liberté d'entreprendre.

Le problème n'est pas le privé s'il fournit un service de qualité et est respectueux des besoins des hommes. Le problème est surtout la financiarisation, c'est à dire un seul but : des profits. Ce n'est pas une priorité, c'est l'unique but : le max de profit. On a vu le résultat dans le secteur des maisons de retraites. Cette semaine, on a parlé des laboratoires d'analyses médicaux qui sont financiarisés à 75% (15% il y a dix ans). Ils n'ont qu'un seul but : Faire de la tunc. Le service est secondaire.

Au niveau de l'individu, la bouffe on la paye déjà depuis longtemps, l'eau aussi mais c'est beaucoup plus récent, la chaleur aussi, l'amour aussi (site de rencontre), l'art et la culture aussi, même quand on meurt on est obligé de payer. Il reste quoi ?

L'air que l'on respire ? Devons-nous nous attendre à une taxe sur notre empreinte carbone parce que l'on respire ? Ça va arriver, c'est certain.

Ces choses-là ne devraient-elles pas être notre bien public ? Devons-nous payer pour en bénéficier ? Où devons-nous contribuer à leur préservation et leur disponibilité pour tous ?

La notion de biens publics plonge ses racines dans celle de « res publicae », les choses publiques- qui dans le droit romain désignent ces choses qui appartiennent au peuple et dont l'usage est commun à tous.

A partir de la Vème république, après une longue bataille juridique, le droit subjectif de l'Etat propriétaire est consacré, une propriété publique est instituée.²

Cela donne le droit à l'Etat de vendre des biens publics au détriment de bien commun.

Résultat : On doit donc payer pour vivre.

Ces attaques semblent particulièrement bien coordonnées et se déclinent dans tous les pays et tous les secteurs. Je n'insinue pas qu'il y ait une coordination d'un groupe obscure qui planifierait tout au niveau mondial. La raison est bien plus simple : le profit, l'argent, le flouze, la caillasse, la tune.

Le système capitalisme ne peut vivre que par la croissance à tout prix.

Car le capitalisme a atteint ses limites. Il ne survit que grâce à des bulles spéculatives dont certaines explosent de temps en temps au détriment des populations. Il a un besoin vital de trouver de nouvelles sources de profit.

Dans un monde contraint par les limites de la planète et par les exigences sociales et environnementales que nous la CGT et d'autres ont su imposer (syndicats de travailleurs et les autres formes de militantismes), la plus grande ressource qui reste à exploiter pour eux : C'est le publique.

En France, comme dans de nombreux endroits dans le monde, le publique est géré par l'Etat avec la bienveillance des dirigeants envers le système capitaliste. Ça se passe comme ça chez le Mac (français), la Poute (Russe) et le Boloss (brésilien) pour ne citer qu'eux.

La Russie est l'un des pays qui a le capitalisme le plus décomplexé et le plus violent au monde. Ils ont même privatisé une partie de leur armée.

Mais pourquoi ces attaques contre le public ?

C'est simple.

En France, le budget de l'Etat est de 450 Md€ en 2022 pour 2 500 Md€ de PIB soit potentiellement 15% de l'argent à privatiser, Si on ajoute l'argent des retraites (328 Md€), on monte à 38% du PBI sans compter les 1 000 Md€ de patrimoine disponibles.

Forcément ça attire la convoitise.

Pour survivre le système n'a d'autre solution que de prendre ce qui nous est indispensable pour vivre. Quitte à provoquer la colère et les guerres. Des guerres qu'ils provoquent eux-mêmes, qu'il instrumentalise pour provoquer le désordre et ainsi pouvoir voler les biens communs.

Le capitalisme exploite la pauvreté, la précarité, il produit des inégalités, il détruit notre environnement, il s'attaque même à ce que nous sommes : l'humanité.

Et tout cela dans un seul but : toujours plus de profits au bénéfice de toujours moins de monde.

En conclusion,

Quand je milite sur le terrain, tout comme vous, quand je suis pris par de très nombreuses situations individuelles, quand je suis pris par les instances, les réunions, les écrits de mails, de com'. Tout comme vous tous.

Parfois je doute, j'ai du mal à retrouver le sens.

A quoi ça sert tout ça ? Je me suis souvent posé la question. Est-ce que je pratique un syndicalisme d'accompagnement ?

Perso, j'ai trouvé un équilibre, un sens, en introduisant, en partageant et en défendant dans chaque situation une vision plus globale qui remet en cause notre système.

Par exemple... lors d'un accompagnement individuel après avoir discuté de la situation, je partage avec mon interlocuteur une vision plus globale, qui questionne le système actuel. Ça permet aussi de désindividualiser la problématique.

Je pense qu'il est important de toujours avoir ce recul et de le partager.

Nous allons mobiliser nos collègues pour manifester contre les retraites. N'oublions pas aussi de donner des éléments de décryptage du système. Ne faisons pas que du technique, du détail.

Avant de finir, je souhaite faire un point sur notre futur congrès. Je parle du congrès de la CGT. Nous avons deux candidatures à ce jour. C'est sain. Cela va permettre de débattre des idées. Cela commence en lisant et en amendant les documents préparatoires. Ensuite, il faudra résister aux injonctions de ralliement à des personnes. Si l'on personnalise le remplacement de Pepito, nous perdons le débat des idées. Nous ne ferions ni plus ni moins que du Jupitérien.

Merci à vous tous,

Vive le SNTRS et vive la CGT

² Fabienne Orsi. Biens publics, communs et Etat : quand la démocratie fait lien. 2018. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01884973/document>

Relevé de décision et votes de la CE du vendredi 13 janvier 2023

1. Retraite

GT « Retraite » : Yoan, Patrice M, Grégoire et Patricia. Travailler sur le PPT de Régis sur le champ ESR. Envoi à l'ensemble des adhérents.

Proposition courte appel au 19/01 pour finalisation lundi 16/01 (Josiane et Patrick). Faire remonter les points de rassemblement, lien de pétition.

Appel finalisé en CE « Tous ensemble dans la rue le 19 janvier »

et vote : **22 votants, à l'unanimité POUR**

Les camarades doivent faire les remontées de terrain sur la liste CE

2. Vote budget prévisionnel 2023

23 votants, vote POUR à l'unanimité

3. Proposition de dates du 31^{ème} congrès SNTRS-CGT pour 2024 à valider

Envoi message aux secrétaires de section pour rechercher un lieu d'hébergement sur leur territoire en vue du prochain congrès (Habiba). Trois devis nécessaires. Un devis pour Dourdan (Habiba).

Date proposée pour le congrès : entre octobre et novembre 2024

et vote : **24 votants, à l'unanimité POUR.**

4. Points divers

- Faire courrier (les Co-secrétaires) au PDG et au DGDR sur l'expulsion des jeunes migrants de l'Université de Toulouse. Premier jet à faire par la section Midi-Pyrénées.
- Demande de caisses de grèves nationales (Section de Grenoble) : la trésorerie nationale peut le faire, mais cela demande une rigueur absolue de la part des sections (la réglementation est très stricte).
- Demande si on peut mettre un Formulaire d'adhésion remplissable en ligne, via l'internet (Section de Grenoble) : en réflexion.
- Déclaration en tant que gréviste ; faut-il le faire et/ou quelle attitude adopter ? Renvoyer l'instruction sur le droit des grévistes aux adhérents.
- Site internet : Patricia rejoint la cellule « Site Internet »
- Vote sur la constitution d'un nouveau GT « Etude de la composition des membres de la CE » (genre, âge, section d'origine, présence à la CE sortante...), en vue du prochain congrès. Il serait précieux d'analyser l'évolution des 4 derniers mandats. Prévoir une JE sur cette thématique. **24 votants : 23 POUR et 1 Abstention.**

Faire appel à la CE pour la constitution du GT.